



www.journaldumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°325 du 1er au 7 juillet 2021

BASKET

LES U-19 VISENT LA COUPE

MYLMO

DE LA PAROLE À LA PLUME



BOUBOU CISSÉ

LA VOIE ROYALE ?

L'ancien Premier ministre, désormais membre de l'URD, pourrait être le porte-étendard du parti à l'élection présidentielle prochaine. Jusqu'au sommet ?

GRATUIT

Ne peut être vendu



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

AU CŒUR DE LA FRAÎCHEUR



After Work Beaufort
www.bramali.com

00223/20794842
Route de bougouni BP67



ÉDITO

De la honte à la honte

L'affaire date d'il y a une semaine. Dans une mosquée de Torokobougou, une querelle afin de savoir qui devait diriger la prière a dégénéré, occasionnant un blessé par balle et un autre à la machette. Embarrassante et honteuse, mais guère surprenante, quand la sacralité de ces lieux est dévoyée par certains. Des exemples de bizarreries s'étant produits dans des mosquées, il y en a beaucoup, mais notre hypocrisie, qui nous fait passer pour des immaculés musulmans, nous empêche de les voir. Comment pourrait-il en être autrement quand les imams se politisent fortement et que des fils « de » se plaisent à se théâtraliser dans des situations du quotidien. La honte, elle, s'étend partout. Le milieu du sport n'y a pas échappé le week-end dernier, lors de la finale de la Coupe du Mali. Ce qui aurait pu être une belle histoire avec la victoire finale du petit Poucet venu de nulle part s'est transformée en polémique suite à deux penaltys accordés en moins de trois minutes. Évidemment, les avis sont partagés, mais l'arbitre aurait certainement pu en faire l'économie sur une des actions. Pas sûr que son sifflet aurait retenti si les rôles avaient été inversés. Mais heureusement tout n'est pas désespérant. Le Procureur du Tribunal de grande instance de la Commune IV a ouvert une enquête préliminaire sur les allégations d'abus sexuels dont des joueuses des équipes nationales de basket féminines auraient été victimes. Si l'enquête venait à confirmer les différentes accusations, l'épais voile dissimulant la honte qu'un entraîneur abuse de mineurs ou qu'une fédération couvre ses méfaits tomberait d'un coup. En attendant, face à la gravité des allégations, la FIBA a mis en place un service de protection pour les sélections féminines U-16 et U-19. Il sera dirigé par l'ONG Terre des hommes.

LE CHIFFRE

900 milliards

C'est la somme en francs CFA que le Mali a injectée dans les dépenses militaires entre 2015 et 2018. Source : Institut international de recherche sur la paix de Stockholm.

ILS ONT DIT...

- « Il fallait écarter un homme gênant, un concurrent gênant, alors on m'a mis là-bas. Même les Blancs, qui ne nous connaissent pas, ne connaissent pas nos petites querelles, savent que je ne suis pas un criminel ». **Laurent Gbagbo**, ancien Président de la Côte d'Ivoire, le 28 juin 2021.
- « J'exhorte à nouveau les autorités maliennes à briser le cycle de l'impunité et à mener des enquêtes rapides, approfondies, impartiales et efficaces sur toutes les allégations de violations des droits de l'Homme et atteintes à ces droits, y compris celles commises par l'armée (...). L'obligation de rendre des comptes doit prévaloir pour garantir la paix ». **Michelle Bachelet**, Haute-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, le 29 juin 2021.

RENDEZ-VOUS

2 juillet 2021 :

Concert Afel Bocoum - IFM - Bamako

2 juillet 2021 :

Belgique / Italie - Euro 2020

3 juillet 2021 :

Djoliba AC / Stade Malien - Stade Modibo Keita - Bamako

3 juillet 2021 :

Concert Digalo - Palais de la culture - Bamako

UN JOUR, UNE DATE

1er juillet 1962 : Le Président Modibo Keita retire de facto le Mali de la Zone franc en créant le franc malien.



Le Conseil de sécurité de l'ONU a prolongé ce 29 juin le mandat de la **MINUSMA** jusqu'au 30 juin 2022. A l'issue d'une résolution adoptée à l'unanimité tout en insistant sur la tenue d'élections générales le 27 février 2022.



La Cour constitutionnelle sud-africaine a condamné le 29 juin l'**ancien Président Jacob Zuma** à 15 mois de prison pour outrage à la justice, après son refus de comparaître devant une commission anticorruption, lui ordonnant de se rendre dans « les 5 jours ».

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Le parti communiste chinois a célébré en grandes pompes cette semaine ses **100 ans d'existence**. (Crédit photo: AFP)

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA

BOUBOU CISSÉ : LA VOIE ROYALE ?

L'ancien Premier ministre est officiellement devenu membre de l'URD le samedi 26 juin 2021. Le désormais Secrétaire aux questions économiques de la section URD de Djenné pourrait être le porte-étendard du parti à l'élection présidentielle prochaine. Pour autant, a-t-il des chances d'être le futur président de la République en 2022 ?

BOUBACAR DIALLO

Alors que plusieurs de ses proches sont de différents bords politiques, c'est sans coloration que Boubou Cissé prend les rênes du gouvernement malien en avril 2019. Son oncle maternel, Sékou Abdoul Kadri Cissé, est un ancien député et une voix influente à l'URD. Son frère aîné, Amadou Baba Cissé, est le 1er Vice-président de l'ASMA, le parti de Soumeylou Boubeye Maïga. Son petit frère El Hadj Omar Tall, dit Léo, est membre du RPM. Jusqu'au coup d'État du 18 août dernier, l'ancien Premier ministre se disait convaincu de « servir le Mali, pas dans un esprit partisan, mais dans une volonté de redressement après une crise sociopolitique et sécuritaire sans précédent ». La chute du Président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) actée, les cartes ont été rebattues. Des tractations ont été menées du côté de certains cadres de l'ADEMA, ainsi que de l'URD, pour faire de Boubou Cissé un membre de leur parti. Celui-ci avait d'abord pour volonté de créer une plateforme, composée d'associations et de partis politiques, pour un éventuel soutien s'il se décidait à être candidat à l'élection présidentielle. Mais c'est finalement la casquette URD qu'il portera. Son oncle Sékou Abdoul Kadri Cissé et la famille de Soumaïla Cissé ont joué un grand rôle dans cette adhésion. « L'insistance des membres de l'URD l'a poussé à surseoir à ce projet de plateforme et à intégrer le parti. Son oncle, qui était d'ailleurs l'un des principaux bailleurs de fonds du parti, a été à la manœuvre. Boubou Cissé a aussi des liens avec la famille de Soumaïla Cissé, qu'il rencontre régulièrement, et qui a également œuvré pour qu'il rejoigne l'URD », glisse un proche

de l'ancien Premier ministre. Pour l'analyste politique Ballan Diakité, l'adhésion de Boubou Cissé à l'URD est avantageuse à double titre. « Boubou Cissé intègre ce parti pour avoir plus d'envergure nationale puisque l'URD fait partie des rares formations implantées partout à l'intérieur du Mali. Mais l'URD a aussi quelque chose à y gagner. Un parti politique a besoin de personnalités influentes pour pouvoir être influent. L'adhésion de Boubou ne pourra que donner plus de rayonnement national et international à ce parti. » Quant au principal intéressé, il explique sobrement sur sa page Facebook avoir « décidé d'ouvrir une nouvelle page de son parcours politique (...) Et acquis la conviction que la réponse aux énormes défis du Mali se trouve dans l'engagement politique, pour porter des valeurs et des idées, dans le cadre d'un collectif d'hommes et de femmes déterminés à rassembler les Maliens autour d'une vision commune ».

Quel porte-étendard ? Boubou Cissé, Mamadou Igor Diarra, Ahmed Sow, qui ont aussi

Son oncle Sékou Abdoul Kadri Cissé et la famille de Soumaïla Cissé ont joué un grand rôle dans l'adhésion de Boubou Cissé.

récemment adhéré au parti, ou encore Me Demba Traoré, secrétaire à la communication ou l'ex-président de la jeunesse Madou Diallo, plusieurs noms circulent pour porter les couleurs de l'URD à la présidentielle prévue en février 2022. « Il leur faut un candidat qui ait un leadership, qui soit connu de tout le parti et qui puisse lever des fonds pour financer une campagne présidentielle », pense un cadre du RPM, for-



Le Dr Boubou Cissé a toutes ses chances d'être le porte-étendard de l'URD à la prochaine présidentielle.

mation concurrente.

Dans l'état-major de l'URD, c'est le nom de Boubou Cissé qui est le plus souvent évoqué pour être désigné candidat du parti en septembre prochain, même si certains voudraient voir un ancien militant porter leur étendard. Comme Me Demba Traoré, qui mène une campagne interne et sur les réseaux sociaux, bien qu'il « manque d'envergure, de charisme et de moyens », selon certains de ses camarades, qui lui reprochent sa position radicale face à Boubou Cissé. Quant à Madou Diallo, il est aussi un militant « bon teint », et notre source déclare que l'ex-président de la jeunesse entend faire jouer sa proximité avec les militaires de Kati. Parlant de Mamadou Igor Diarra, qui a inté-

ministre, a fusionné son parti, le Rassemblement travailliste pour le développement (RDT) à la fin du mois de juin avec l'URD. Bien qu'il n'ait pas encore fait part de son souhait de porter les couleurs de son nouveau parti, il risque d'être handicapé par une faible notoriété en dehors de Bamako. Aux yeux des observateurs, Boubou Cissé semble donc être le mieux placé, soutenu en interne par Goignon Coulibaly, ancien député de Kati, fortement pressenti pour prendre la présidence de l'URD à la fin du mois d'août, par Abdrahamane Diarra, président des jeunes, et par Racine Thiam, vice président, entre autres. « L'atout de Boubou Cissé est son expérience politique au niveau de la Prima-

dat du parti. Mais au Mali, nous sommes obnubilés par la capacité financière des candidats. Il a donc des atouts sur le plan de la capacité financière. Mais du point de vue personnalité et ancrage au niveau même des militants, il a peu de chances. »

Atouts et compétiteurs Boubou Cissé est un économiste formé en France et un ancien de la Banque mondiale, pour laquelle il a officié à Washington, au Nigeria et au Niger. Son parcours au sommet de l'État malien entre 2013 et 2020 lui a notamment permis de développer un réseau de relations au sein de la communauté internationale, à commencer par la sous-région, où il a multiplié les déplacements ces dernières semaines, de Niamey à Ouagadougou, en passant par Abidjan. Cependant, même s'il était désigné par l'URD et adoubé par la communauté internationale, l'ancien Premier ministre devra prendre en compte deux grands électeurs : les religieux et l'armée. Il aurait déjà établi des contacts avec l'actuel Président du Haut conseil islamique, Chérif Ousmane Madani

Haïdara, qui, de source sûre, donnera une consigne de vote pour la prochaine présidentielle. Il a également de bonnes relations avec le Chérif de Nioro. Quant aux nouvelles autorités militaires, Boubou Cissé devra multiplier les efforts pour bénéficier de leur bénédiction. Au delà de tous ces paramètres, le possible porte-étendard de l'URD devra se frotter à d'anciens candidats, tels qu'Aliou Boubacar Diallo, Cheick Modibo Diarra et Housseyni Amion Guindo, respectivement arrivés 3ème, 4ème et 5ème en 2018, mais aussi Moussa Mara. Bien qu'aucun d'entre eux n'ait dépassé le score de 8%, le dernier Premier ministre d'IBK a-t-il des chances de l'emporter parce qu'il porte la bannière URD ? « Cela dépendra de la capacité de mobilisation et de réorganisation du parti. Parce que l'URD vient de sortir d'une situation dramatique avec le décès de son président. Il n'est pas évident que la machine soit organisée et ordonnée pour pouvoir porter quelqu'un à la tête du pays aujourd'hui. Donc le travail qui se pose, c'est un travail d'organisa-

tion et de confirmation de son ancrage dans le paysage politique », répond Salia Samaké, qui lui donne peu de chances. Quant à Ballan Diakité, il est plus nuancé : « Ce sera difficile car Boubou Cissé est aussi l'incarnation d'un régime, celui d'IBK. Cette connotation négative d'un régime qui a failli à assurer les fonctions régaliennes de l'Etat va toujours le suivre. Surtout qu'au Mali les gens ne votent pas pour la beauté du programme, mais pour l'image qu'ils ont de vous et aussi en fonction de votre capacité à pouvoir mobiliser les gens, en ayant de l'argent. Je ne pense pas que Boubou soit un homme aussi riche que cela. A moins qu'il se fasse soutenir par des bailleurs de fonds et je pense que là il a les moyens nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un appui financier de la part de ses partenaires. Sur le plan de la connaissance du terrain politique, d'autres sont plus avancés que lui, mais la connaissance du terrain est fonction de la représentation du parti au niveau national. Et son parti est vraiment représenté au niveau national. Je pense qu'il a 50% de chances de réussir. » ■

3 QUESTIONS À



DR BRÉHIMA
MAMADOU KONÉ

Politologue

1 Quelle analyse faites-vous de l'adhésion de Boubou Cissé à l'URD ?

Ce n'est une surprise pour personne. Son oncle qui était député de Djenné est une personnalité influente de l'URD et était d'ailleurs très proche de Feu Soumaïla Cissé. Aujourd'hui l'URD est en voie de redynamisation et en quête de leadership. C'est vrai qu'il sera difficile pour que Boubou Cissé soit candidat de l'URD mais pour moi le choix de l'ancien Premier ministre est stratégique. Il maîtrise les enjeux économiques et sécuritaires du pays ainsi que le contexte de l'économie et de la géopolitique internationales.

2 Va-t-on vers une guerre des clans au sein de l'URD ?

En politique, c'est le moment et les situations de conjuncture qui déterminent tout. Que ce soit Boubou Cissé ou Igor Diarra, il faut reconnaître que les deux peuvent faire d'excellents candidats pour l'URD. A cette allure, je pense qu'on pourrait aller vers des primaires au sein de l'URD pour élire le candidat à la présidentielle. Mais cela peut occasionner des démissions en cascade.

3 Boubou Cissé a-t-il des chances d'accéder à la magistrature suprême en 2022 ?

En réalité, si l'URD arrive à s'organiser autour de lui, il peut être le prochain Président du Mali. Il a une forte personnalité, il maîtrise aujourd'hui le jeu des acteurs sur la scène politique. Il lui revient de faire preuve d'un leadership rassembleur autour des idéaux de l'URD, s'il passe au niveau des primaires. Cela peut amener le parti à gagner la présidentielle.

MODE DE DÉSIGNATION DU CANDIDAT URD



ORGANE UNIQUE DE GESTION DES ÉLECTIONS : LA MISE EN PLACE FAIT DÉBAT

C'est l'une des priorités du nouveau Gouvernement de Transition : mettre en place un organe unique de gestion des élections. Le Premier ministre Choguel Maïga a assuré de sa faisabilité dans les mois qui restent pour la transition, les autorités essaient désormais de trouver un consensus avec les formations politiques et la société civile.

ALY ASMANE ASCOFARÉ



Les représentants des partis politiques et de la société civile ont participé du 29 au 30 juin à un atelier sur l'organe unique des élections.

Elle est la question de tous les débats. Faut-il installer l'Organe unique de gestion des élections pour les scrutins prochains ou continuer avec ceux déjà en place ? A cet effet, le gouvernement a organisé les 28 et 29 juin 2021, un atelier de concertation sur sa faisabilité avant les échéances électorales à venir. Cette rencontre, qui a regroupé plusieurs représen-

tants de partis politiques et de la société civile, et des experts nationaux, vise à dégager un consensus définitif sur la possibilité de mettre en place l'Organe unique de gestion des élections pour la conduite des différents scrutins prévus sous la Transition, faire l'état des lieux par rapport à l'organe, les contraintes et défis de l'organisation des élections par l'organe, les moyens néces-

saires et le temps indispensables pour la mise en place de l'organe unique de gestion des élections. Autant de questions abordées. « Si on se réfère à la crise socio-politique de 2020 après les législatives, 39 députés se sont plaints du Ministère de l'Administration territoriale et 29 autres se sont plaints de la Cour constitutionnelle. Ça veut dire que les organes actuels qui organisent les élections posent problème, il faut y remédier. Le Premier Ministre actuel a dit que cela est possible parce qu'il se réfère à une note élaborée par le comité des experts nationaux qui certifie que c'est faisable », soutien le Dr Ibrahima Sangho de l'Observatoire pour les élections et la bonne gouvernance. Comme lui, beaucoup optent pour l'Organe, mais jugent le temps court pour sa mise en œuvre. « L'Organe n'est contesté par personne. Tout le monde appelle de ses vœux un organe indépendant, autonome, pour gérer les élections mais la mise en place d'un tel organe prend évidemment du temps. On ne peut pas créer une chose aussi importante en quelques mois », explique l'ex-ministre, Me Kassoum Tapo. La majeure partie des représentants des partis politiques, souhaitent la mise en place de l'Organe unique de gestion des élections après la transition. L'alliance Jiguiya Koura d'Housseyni Amion Guindo milite pour que les élections à venir soient organisées par les structures déjà en place. ■

LOTO CHANCE



LOTÉRIE

DU LUNDI AU VENDREDI

13H00

20H10



Pack Santé de Sahel Infusion

Rien ne vaut la bonne santé !

NOUVEAU

Des nouvelles saveurs désormais disponibles

BIO

PRODUITS 100% MADE IN MALI



Commande par téléphone

(00223) 20 21 04 07
66 74 67 78 / 66 75 84 79 /
66 75 85 70
www.sahelinfusion.com



LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : BEAUCOUP D'ANNONCES, PEU DE CONCRET

Entre 2014 et 2019, ce sont plusieurs milliards de francs CFA d'irrégularités financières qui ont été relevés à différents niveaux, selon les rapports du Bureau du Vérificateur général. Devenue l'un des grands maux qui minent la gouvernance au Mali, la corruption préoccupe les autorités de la transition et le renforcement de la lutte contre elle figure parmi les priorités du nouveau gouvernement. Avec la nomination du Procureur Mahamadou Kassogué à la Justice, appuyée par semble-t-il une volonté affichée du président de la transition, le colonel Assimi Goïta, une nouvelle dynamique peut-elle être enclenchée ?

MOHAMED KENOVI

Dès sa prise de fonction officielle, le 15 juin dernier, le nouveau Garde des sceaux, connu pour son engagement dans la lutte contre la corruption et sous lequel, en tant que Procureur du Pôle économique, des dossiers liés à certaines personnalités, dont Adama Sangaré ou Bakary Togola avaient été ouverts, a affiché d'emblée la direction dans laquelle il souhaite aller. Inverser la tendance en matière de justice, dont « la soif » est une « réalité dans notre pays ». Il a en outre sollicité « un engagement et une mobilisation de chaque acteur, à quelque niveau de responsabilité qu'il soit ». Ce faisant, il ne faisait que se ranger sous les attentes des plus hautes autorités. Même si lors de son investiture le Président de la transition, le colonel Assimi Goïta, n'a pas fait d'annonce contre la corruption, après la démission forcée de son prédécesseur, le 27 mai, son conseiller



Le ministre de la Justice a rencontré le parquet le 25 juin dernier et leur a demandé de ne céder à aucune pression.

avait-il déclaré. Le 13 juin, c'est le Premier ministre Choukollé Maïga qui, lors de son intervention durant son tout premier Conseil de cabinet, insistait sur la nécessité d'une politique de « lutte implacable contre la corruption, en appuyant de façon systématique les actions judiciaires dans tous les dossiers de détournement de deniers publics ».

contre la corruption et la délinquance économique et financière, ainsi que contre l'impunité sous toutes ses formes et la diligence dans le traitement des dossiers. Quid de la réouverture de certains « grands dossiers » ? Le département se garde pour l'heure de tout commentaire, « la justice suivra son cours normal ». Si le symbole de sa nomination semble jusque-là s'accorder avec ses premiers pas en tant que

Garde des sceaux, l'ex Procureur de la République près le Tribunal de grande instance de la Commune III du District de Bamako, chargé du Pôle économique et financier, gagnerait, selon certains observateurs, à être concret, notamment après les poursuites engagées fin 2019 dans l'affaire dite de « déstabilisation des institutions » qui a écorné son image. « L'arrivée de M. Kassogué au ministère de la Justice peut susciter de l'espoir chez certains, mais beaucoup, comme moi, restent sceptiques sur ses réelles capacités à mener ces actions au bout. Concrètement, les Maliens attendent de voir

EN BREF

KIDAL : MISE EN PLACE DU CADRE STRATÉGIQUE PERMANENT

La rencontre de mise en place des organes définitifs du Cadre stratégique permanent (CSP) va se tenir à Kidal le 3 juillet. Créé par la Coordination des mouvements de l'Azawad et la Plateforme du 14 juin 2014 d'Alger, il est la consécration de deux jours de concertations tenus les 5 et 6 avril. Sa création a pour but de concrétiser la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale, lutter contre l'insécurité et favoriser la cohésion sociale. Une commission de 8 membres avait été mise en place. Réunies à Rome le 5 et le 6 mai 2021, la Coordination des mouvements de l'Azawad et la Plateforme du 14 juin 2014 d'Alger avaient décidé d'instaurer une coalition politique et sécuritaire et s'étaient fixé l'objectif d'installer les organes du CSP dans un délai n'excédant pas 60 jours. Initialement prévue pour le 5 juin dernier, la grande rencontre avait été reportée au 20 juin, en raison du contexte sociopolitique, pour ensuite être repoussée au 3 juillet. ■

B.D

une véritable punition infligée à ceux qui détournent les deniers publics », relève Boubacar Salif Traoré, analyste politique. Abondant dans le même sens, le politiste Gabriel Annaye Togo pense que la nomination du juge Kassogué à la tête du département de la Justice ne saurait changer le fond de la lutte contre la corruption, car, pour lui, le phénomène va au-delà des performances des tribunaux. « Le ministre de la Justice se trouve dans le dispositif du pouvoir exécutif, non du pouvoir judiciaire. Il était beaucoup plus important de laisser ce magistrat continuer ses actions salvatrices comme Procureur que de lui confier la gestion de l'administration de la Justice », affirme-t-il. ■



MOHAMED IBRAHIM YATTARA

« Je suis le premier candidat officiel à la prochaine présidentielle »

Le Président du mouvement politique En route, Mohamed Ibrahim Yattara, nous parle de sa candidature à l'élection présidentielle de 2022, de la transition en cours ainsi que de la relecture de l'Accord pour la paix issu du processus d'Alger.

YEHYA BORÉ

Vous avez lancé le mouvement En route. Comment peut-on le définir et quel est son but ?

Le mouvement En route est un mouvement politique qui a pour principal objectif d'inspirer et d'encourager la participation des jeunes à la vie politique et publique pour un développement durable au Mali. En route est né en janvier 2018 dans la région de Tombouctou. Aujourd'hui, il est implanté à travers tout le Mali et même à l'étranger. Nous avons mené énormément d'initiatives, dont des formations en leadership politique à l'endroit des jeunes.

Le mouvement a également participé aux élections législatives du 29 mars 2020 dans la circonscription électorale de Tombouctou, avec un programme ayant pour ambition principale de replacer Tombouctou sur la scène internationale.

En 2019, vous avez été candidat aux législatives dans la région de Tombouctou, sans succès, et pourtant vous projetez de briguer la magistrature suprême lors de la prochaine présidentielle...

Le 25 février 2021, j'ai annoncé officiellement ma candidature à l'élection présidentielle du Mali. J'ai les mêmes chances que tous les autres candidats. Je suis en tout cas le premier à avoir annoncé officiellement sa candidature, avec un programme qui vise à replacer le Mali dans le concert des Nations. Aujourd'hui, nous sommes aussi dans une dynamique de nouvelle refondation du Mali. Notre programme se décline en cinq axes : réaménager le territoire, protéger la Nation, repenser la gouvernance, attirer l'émergence, renforcer le panafricanisme et le multilatéralisme. Avec le soutien de la jeunesse, j'ai encore plus de chances, peut-être beaucoup plus que les autres candidats.

Quel est votre regard sur la transition en cours ?

Je pense qu'il faut soutenir cette transition pour les neuf mois qu'il nous reste, et ce en rapport aux quatre priorités du chef de l'État, notamment le renforcement de la sécurité, la révision de l'Accord issu du processus d'Alger, la révision de la Constitution et l'organisation des élections conformément aux dates prévues dans la Charte de la transition. Tous les citoyens du Mali doivent se mettre en transition pour l'accompagner jusqu'à son terme, le 27 février 2022. Elle doit surtout réussir les réformes politiques et institutionnelles notamment revoir la Charte des partis politiques, créer l'organe unique de gestion des élections et réviser la Loi électorale. ■

Le ministre de la Justice se trouve dans le dispositif du pouvoir exécutif, non du pouvoir judiciaire.

spécial, le commandant Baba Cissé a clarifié les choses. « Sur le plan de la gouvernance, il faut aussi comprendre que le Vice-président de la Transition avait nourri l'ambition de faire faire l'audit de la Loi d'orientation et de programmation militaire lors d'une séance de Conseil de défense, mais il y a eu blocage à ce niveau. Un autre blocage était l'opposition du Président à l'arrestation de certains dignitaires de l'ancien régime impliqués dans la mauvaise gestion financière et militaire »,

Kassogué à la manette Selon une source au ministère de la Justice, le nouveau chef du département a tout d'abord clairement ordonné au Parquet de ne céder à aucune pression, de quelque forme que ce soit, mais surtout politique, dans sa mission, avant de le rencontrer le 25 juin pour échanger autour des nouvelles orientations. Mahamadou Kassogué a décliné devant les Procureurs les préoccupations actuelles des Maliens, parmi lesquels figurent entre autres la lutte

CE WEEK-END



VENDREDI 2 JUILLET
20H20
LA RONDE DES FEMMES

TALK



SAMEDI 3 JUILLET
20H15
KOWBEYE

DIVERTISSEMENT



DIMANCHE 4 JUILLET
20H15
LA VIE DE CHÂTEAU

CINÉMA

BAKARY KONIMBA SAMAKÉ : « PLUS QU'UNE ÉVOLUTION, LA 5G EST UNE RÉVOLUTION »

Architecture, Interface radio, Services, Procédures et qualités, voici les éléments traités par Bakary Konimba Samaké, ingénieur d'État en télécommunications, dans son livre « Réseaux Mobiles 5G », qui vient de paraître.

PROPOS RECUEILLIS PAR YEHIYA BORÉ

Votre livre, très technique, sur la 5G s'adresse à un public ciblé. Pourquoi ce choix ?

Parce que c'est un livre dont le contenu est technique. Il parle de l'architecture, de l'interface radio, des services fournis par la 5G, des procédures et de la gestion de la qualité du service. Ces éléments sont compréhensibles seulement par mon public-cible : les professionnels, les enseignants et les étudiants travaillant dans le domaine. Certains aspects du livre peuvent être expliqués à des profanes, d'autres non.

Certains opérateurs sont dans la dynamique de lancer cette 5G au Mali. Avons-nous les capacités matérielles pour la déployer et de jouir de la plénitude des services qu'elle offre ?

Bien sûr que nous avons les capacités de déployer la 5G. Déjà à commencer par les textes. Nous avons un organe de régulation qui a une certaine expérience maintenant et qui régule le secteur. Côté ressources humaines, nous en avons aussi dans le domaine, que ce soit chez les opérateurs ou les fournisseurs d'équipements. Les matériels de déploiement sont les mêmes partout, que ce soit en Europe, en Afrique, aux États-Unis, en Asie, partout dans le monde. Peut-être qu'il sera plutôt question du niveau d'investissements à faire. Chaque pays a ses réalités par rapport à cela. Il faut reconnaître qu'en matière d'investissements le Mali a ses particularités, qui ne sont pas les mêmes, par exemple, au Sénégal ou en Côte d'Ivoire.

Quel peut-être l'apport de votre livre dans le milieu des



Bakary Konimba Samaké, auteur du livre.

télécommunications ?

Ce livre vient à point nommé, car le réseau mobile 5G commence à se déployer dans le monde, même en Afrique. Pour une personne qui travaille dans le domaine, par exemple chez les opérateurs, ce livre peut permettre d'avoir une bonne compréhension de la 5G, de bien cerner les aspects techniques qui vont permettre de faire les bons choix, de monter les cahiers des charges qu'il faut et de s'assurer que le réseau qui sera proposé par les fournisseurs soit de bonne qualité. En même temps, cela va renforcer les connaissances sur le réseau 5G. Pour le monde scolaire, c'est une nouvelle technologie. Donc un étudiant qui le lira va sortir avec des connaissances, même basiques, sur la 5G. C'est un avantage pour lui. Pour l'enseignant aussi, s'il donne des cours dans ce domaine. Ce sera un atout pour étendre ses connaissances sur ce réseau mobile.

Quels sont les changements importants que nous aurons avec la 5G ?

La 5G, ce n'est pas une simple évolution, c'est une révolution technologique tellement elle va permettre de réalisations. C'est un réseau qui va d'abord donner un grand débit et une latence très faible, avec un délai de transmission extrêmement faible, de l'ordre de 3 à 7 millisecondes, en fonction des applications. La 3G, la 4G, c'est vrai qu'elles offrent de bons débits, mais elles ne permettent pas le déploiement de certaines applications, par exemple, pour les véhicules connectés. On change de réalité avec la 5G. Certaines applications de réalité virtuelle et de réalité augmentée seront une réalité avec la 5G. La plupart des objets de notre environnement vont être connectés. Certains ont besoin de latences très faibles. Ces objets vont travailler de façon autonome, mais ils devront être synchronisés entre eux. Tout cela sera possible grâce à la 5G. Elle permettra de révolutionner l'industrie numérique. ■

EN BREF

BOAD : PLUS DE 102 MILLIARDS APPROUVÉS



La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a tenu par visioconférence la 124ème session ordinaire de son Conseil d'administration le 25 juin 2021. Des propositions de financement d'un montant de 102,549 milliards de francs CFA ont été approuvées. Ce sont en tout 9 propositions de financement que les administrateurs ont examinées et approuvées pour ce montant global. Ces nouvelles approbations portent à 6 532,7 milliards de francs CFA le total des engagements (toutes opérations confondues) de la BOAD depuis le démarrage de ses activités opérationnelles en 1976. Parmi les engagements, le Conseil a approuvé le réaménagement des conditions de remboursement du prêt pour le financement partiel du projet d'extension et de diversification des activités de la société Moulins Modernes du Mali (M3). La société, créée en 2007, avait bénéficié d'un prêt de 16,8 millions d'euros (plus de 11 milliards FCFA), cofinancé par la BOAD et d'autres banques. Le renforcement du réseau électrique de la Société Énergie du Mali (EDM-SA) était aussi à l'ordre du jour. L'objectif global visé est de renforcer le réseau de transport et de distribution d'EDM-SA pour éviter les surcharges des ouvrages électriques et améliorer la sécurité de l'approvisionnement en électricité du Mali. Le montant est de 8,5 milliards de francs CFA. ■ FM

Fantiss multi-services L'entreprise touche-à-tout

Comme son nom l'indique, Fantiss multi-services, est une entreprise aux activités diverses. Créée par Fanta Fomba, étudiante en Gestion d'entreprise à l'école des Hautes études technologiques et commerciales (HETEC), elle œuvre dans l'élevage de poulets, la restauration, la prestation de services et le commerce général.

300 000 francs CFA. C'est la somme qu'il a fallu à Fanta Fomba pour lancer son entreprise. « Avec cet argent, j'ai acheté 15 poulets et construit des étagères en bois. C'est ainsi qu'en prenant soin d'eux, ils ont crû, jusqu'à une centaine », se réjouit-elle. Ce sont des poulets locaux et des poulets de chair qu'elle élève pour les revendre. Son amour pour la volaille, elle le cultive depuis toute petite. C'est partant de là qu'elle s'est lancée depuis deux ans dans l'aviculture. Mais pas que. « Dans l'élevage de poulets, les pertes sont souvent énormes. 10 à 20 poulets meurent sur un groupe. Face à cela, j'ai décidé d'élargir mon champ d'activités en me lançant dans la prestation de ser-

vices et la restauration. On me sollicite lors des événements sociaux. Je livre des plats, des gâteaux d'anniversaire, des minis-croquettes, des muffins... », explique Mme Fomba. Parallèlement, cette touche-à-tout fait également du commerce de sacs, de chaussures, de tissus wax et de basins brodés, qu'elle commande à Lomé et à Dakar. L'entreprise, qui a débuté dans l'informel, est inscrite depuis mars 2021 au registre de commerce de l'Agence pour la Promotion des Investissements au Mali (API-MALI). Avec ce nouveau statut, Fantiss multi-services a décidé de se professionnaliser dans le domaine de l'élevage. « J'ai effectué une formation à Wassa ferme, à Moribabougou, il y a quelques



Fanta Doumbia propose plusieurs gammes de produits.

mois. Ce qui m'a permis de trouver un bon vétérinaire. Puis j'ai embauché un employé qui gère ma page Facebook pour la publicité de mes produits », explique la promotrice. Âgée de 20 ans et déjà à la tête

d'une entreprise florissante, Fanta Fomba conseille à tous les jeunes d'œuvrer en ce sens, car « être son propre chef garantit la liberté », prône-t-elle. ■

ALY ASMANE ASCOFARÉ



La télé qui vous anime !



VOUS AVEZ 5 MN POUR FAIRE VOTRE SHOW ET VALORISER VOTRE OFFRE !

DU LUNDI AU VENDREDI 20H15

- ✓ UNE BOUTIQUE QUI OUVRE SES PORTES
- ✓ UN PRODUIT À LANCER
- ✓ UNE PROMOTION À ANNONCER

Faites-le désormais sur



APPELÉZ DÉS MAINTENANT 44 90 26 40

WWW.TM1TV.COM | CANAL+ 233 | MALIVISION 244

INFLUENCEURS : LES LEADERS D'OPINION DU DIGITAL

Un influenceur est un internaute qui dispose d'une grande communauté sur les réseaux sociaux et les blogs et qui parvient à devenir un relais d'opinion auprès de cette dernière. Ils sont de plus en plus utilisés dans les campagnes de communication digitale au Mali.

BOUBACAR DIALLO



Les réseaux sociaux et applications sont de plus en plus utilisés pour promouvoir des produits.

L'histoire de Khaby Lame a prouvé qu'on peut tirer profit du temps passé sur les réseaux sociaux. Avec plus de 79 millions d'abonnés sur TikTok, le jeune Sénégalais vivant en Italie depuis l'âge d'un an pourrait facturer de 54 à 81 millions de francs CFA chacune de ses publications, selon Influencer Marketing Hub. C'est sur ses pas que souhaite marcher Hadeija Wallet Hamma, une jeune Malienne qui évolue dans le domaine. Avec ses 719 000 abonnés, elle fait des placements de produits : boissons énergétiques, eau minérale ou restaurants. « Mon travail consiste surtout à les promouvoir. Il y a beaucoup d'agences qui me contactent pour leur publicité afin de faciliter leurs ventes. Je suis sur

Snapchat et sur Instagram aussi », explique-t-elle.

Le gros du travail d'un influenceur, c'est la gestion de sa communauté. Hadeija Wallet Hamma crée des contenus drôles, de courtes vidéos dans lesquelles elle raconte sa vie. Cela lui permet de fidéliser ses abonnés et d'en gagner d'autres, car le nombre d'abonnés est LE critère de choix pour les publicitaires.

Le nombre d'abonnés est le critère de choix pour les publicitaires.

« Ce travail me prend beaucoup de temps mais ne m'empêche pas de faire d'autres choses. Bien au contraire. J'ai pu créer ma propre communauté, des personnes qui me

suivent très régulièrement, et cela me rapporte beaucoup d'argent », se réjouit-elle.

Hadeija Wallet Hamma rencontre beaucoup de difficultés quand il s'agissait pour les annonceurs de la payer. Cependant, grâce à une jeune agence, Pub Mali, elle assure bien s'en sortir aujourd'hui. Sidy Hamed Hacoule est le PDG de cette agence de communication digitale et les influenceurs sont au cœur de son activité. Il a mis en place le Réseau des influenceurs du Mali, un regroupement d'une trentaine de personnes, dont il gère le management, les contrats publicitaires et les carrières. « Le réseau regroupe actuellement 30 influenceurs sur tous les réseaux sociaux. Nous avons recruté des personnes qui ont plus de 100 000 abonnés par page. Elles sont sous contrat avec l'agence. Et il se peut aussi que des entreprises leur donnent d'autres contrats.

Vous verrez qu'il y en a qui ont jusqu'à quatre contrats et qui gagnent plus d'un million de francs CFA par mois, tous contrats confondus », explique-t-il. ■

EN BREF

BREAK FREE : POUR L'AUTONOMISATION DES JEUNES FILLES

Plan International, en collaboration avec FAWE Mali, organise ce jeudi 1er juillet 2021 à la Case des femmes la cérémonie de lancement du projet Break Free ou « Se libérer ! Les jeunes décident de leur avenir ». Une initiative de Plan International Netherlands, SRHR Africa Trust (SAT) et Forum for African Women Educationalists (FAWE) qui vise à améliorer le bien-être des adolescentes, instaurer l'égalité entre les sexes, encourager l'autonomisation des femmes et des filles et créer un espace d'échanges sur le projet afin de mettre en place les voies pour un ancrage institutionnel affirmé. « Le pays est confronté à une urgence humanitaire complexe depuis 2012. Les populations du centre et du nord du Mali sont affectées par une succession de crises alimentaires qui a considérablement affaibli les moyens de subsistance des familles, surtout les plus pauvres. Le changement climatique, se manifestant par les sécheresses et les inondations, est l'une des principales causes de cette vulnérabilité. Cette situation de crise est de nature à renforcer les violations des droits des enfants en général et des droits sexuels des filles et des jeunes femmes : mariage d'enfants, grossesses précoces, non accès à l'information et privation des droits d'expression », justifie les initiateurs du projet, qui, pour pallier cela, entendent s'en servir pour sensibiliser et renforcer les capacités des groupements de femmes sur les droits des enfants et les conséquences néfastes des mariages précoces. Le projet interviendra dans un premier temps dans le District de Bamako et les régions de Kayes et de Sikasso. ■

A.A.A

ZAMBIE : MUSÈLEMENT ET RÉPRESSION AVANT LES ÉLECTIONS

Amnesty International dénonce en Zambie une répression de plus en plus croissante à l'approche des élections générales, qui se tiendront en août. Un climat qui empêche l'opposition et la société civile de s'exprimer et de mener campagne librement.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Le président Edgar Lungu est accusé de dérives par ses opposants et des ONG.

À quelques semaines des élections présidentielle et législatives qui se tiendront le 12 août 2021, Amnesty International dresse un bilan peu reluisant de la démocratie en Zambie. « Nous avons observé dans le pays, notamment depuis cinq ans, une répression de plus en plus brutale des droits humains, qui se caractérise par des attaques éhontées contre toute forme d'opposition », a déclaré Deprose Muchena, Directeur pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe. « Des chefs de file de l'opposition, des journalistes,

des organes de presse et des militants ont été pris pour cibles et dénoncer des faits de corruption ou des violations des droits humains imputables à des représentants de l'État est devenu plus dangereux. Les manifestations sont empêchées ou dispersées au moyen d'une force illégale et parfois meurtrière, et les personnes qui protestent contre la corruption subissent des actes d'intimidation et de harcèlement », ajoute l'ONG. Le Front patriotique (PF), dirigé depuis 2016 par le Président Edgar Lungu, entend gagner de nouveau.

Terrorisme L'Égypte s'implique dans la lutte contre l'EI

Le ministre égyptien des Affaires étrangères, Sameh Shoukry, a exprimé en début de semaine ses préoccupations concernant la recrudescence d'activités du mouvement État islamique (EI) dans certains pays d'Afrique dans un communiqué. « L'Égypte est désireuse d'améliorer sa coopération avec les pays africains dans le domaine de la lutte contre le terrorisme », a déclaré M. Shoukry lors de la Conférence ministérielle de la Coalition mondiale pour vaincre l'EI organisée à Rome avec des délégués de plus de 80 pays.

« L'EI représente une menace réelle, malgré les succès remportés dans l'éradication de ses cellules dans de nombreuses régions d'Irak et de Syrie », a prévenu le

B.S.H

Il est arrivé au pouvoir en 2011, après la victoire de Michael Sata, décédé pendant son mandat en 2014. Depuis qu'Edgar Lungu lui a succédé, la situation des droits humains s'est nettement détériorée.

Arrestations d'opposants Pour la présidentielle, Edgar Lungu va retrouver son rival de 2016, Hakainde Hichilema, qu'il n'avait devancé que de 100 000 voix, dans un contexte d'abstention massive (43%). Pour avoir contesté ce résultat, Hichilema avait passé quatre mois en prison pour trahison. Cette fois, il est à la tête d'une alliance de l'opposition. Le rapport d'Amnesty International relève aussi des arrestations de chefs de file de l'opposition pour avoir critiqué les autorités. En 2017, le chef du Parti progressiste uni (UPP), Saviour Chishimba, a été arrêté et détenu pendant plusieurs jours après avoir critiqué la décision du gouvernement d'instaurer un état d'urgence à la suite d'une série d'incendies volontaires dans la capitale, Lusaka. En 2019, le dirigeant du parti des Patriotes pour le progrès économique (PEP), Sean Tembo, a été arrêté pour diffamation car il avait exprimé son inquiétude quant à l'achat d'un avion présidentiel à 400 millions de dollars américains en pleine crise de la dette publique. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

COVID-19 : L'INDE INQUIÈTE DU VARIANT DELTA PLUS

Après notamment le variant Alpha et le variant Delta, les deux plus célèbres, un nouveau variant vient d'être identifié en Inde. Il s'agit d'un variant... du variant Delta. Delta Plus a été repéré dans les états du Kerala, du Mahashratta et du Madhya Pradesh. L'Inde l'a classé comme « un variant préoccupant ». Selon l'Inasog - le consortium en charge du séquençage du génome, le Delta Plus serait plus contagieux, capable de mieux s'accrocher aux cellules des poumons et plus résistant à certains traitements à base d'anticorps monoclonaux. L'Inde a enregistré 48 cas de ce variant et les autorités prennent très au sérieux la menace d'une troisième vague, d'autant que la campagne de vaccination a connu de nombreux ratés. Si 53,4 millions d'Indiens étaient entièrement vaccinés au 25 juin, cela ne représente que 4% de la population. Selon un sondage réalisé par Reuters auprès de quarante spécialistes de la santé, cité par les Échos, l'Inde devrait s'attendre à une nouvelle flambée épidémique d'ici le mois d'octobre. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

SIKASSO : AU RYTHME DU SINANKUYA

Du 2 au 3 juillet 2021, Sikasso sera le centre culturel du Mali. Des milliers de personnes d'ethnies différentes s'y retrouveront pour « consolider la paix et le vivre-ensemble entre les fils et filles de la région », à l'occasion du Festival Kafougo. Organisé par l'association Grenier de la culture sénoufo du Mali (GCSM), cet événement vise, à travers des activités socioculturelles, à valoriser les mécanismes traditionnels de prévention et de règlement des conflits, promouvoir le patrimoine linguistique des différentes communautés et favoriser le brassage et le vivre-ensemble. « Des couacs commencent à se faire sentir dans la région entre ethnies. C'est pourquoi, avec ce festival, nous voulons promouvoir le sinankuya [cousinage à plaisanterie], qui est un vecteur de cohésion sociale », explique Yaya Sanago du GCSM. Pour cette première édition, plusieurs grands noms de la musique malienne seront au rendez-vous : Oumou Sanagré, Alou Sangaré, Abdoulaye Diabaté, Mamou Sidibé... ■

A.A.A

COUPE DU MONDE U-19 : LE MALI VEUT DE NOUVEAU MARQUER L'HISTOIRE

Après sa finale historique il y a deux ans en Grèce, la sélection U-19 de basket du Mali ambitionne de faire aussi bien en Lettonie, avec une génération différente.

BOUBACAR SIDIKI HAÏDARA



Oumar Ballo va guider l'équipe U-19 lors de cette coupe du monde.

Il y a deux ans, le Mali écrivait l'histoire. La sélection U-19 devenait la première équipe africaine à atteindre une finale de Coupe du monde. Le plafond de verre brisé, elle s'inclinait avec les honneurs face aux USA (93-79). Deux ans plus tard, de cette génération dorée il ne reste que deux joueurs : Mohamed Sidibé et Oumar

Ballo. Ce dernier, grand espoir malien et élu dans le cinq majeur du Mondial 2019 sera le porte-étendard de la nouvelle équipe, dont il est le capitaine. Lors de la cérémonie de remise du drapeau national, il a lancé un appel : « j'invite la population malienne à nous soutenir avec des bénédictions pour franchir la dernière étape et

ramener la coupe sur le territoire malien ». Au-delà, son état de forme sera fortement scruté. Le joueur de 19 ans n'a disputé que quelques rencontres avec son équipe universitaire de Gonzaga, qui a pourtant atteint cette saison la finale du tournoi NCAA. Une situation qui a poussé le meilleur rebondeur de la Coupe du monde U-17 à s'engager avec Arizona. Sans son parfait pendant Siriman Kanouté, avec lequel il formait un redoutable duo, le natif de Koulikoro devra montrer la voie à ses coéquipiers. Mélange de joueurs locaux et d'expatriés, la sélection, toujours dirigée par l'entraîneur El Hadj Dicko, a participé du 25 au 27 juin dernier à un tournoi de préparation internationale au cours duquel elle a battu le Sénégal (73-51).

Retrouvailles Les Aiglons débiteront leur compétition face à l'Australie ce samedi 3 juillet, avant de défier les États-Unis le lendemain, pour remake de la dernière finale, et de finir par la Turquie deux jours plus tard. Aucune équipe ne sera éliminée. Les 16 sélections s'affronteront par la suite en huitièmes de finales, les mieux classées étant opposées aux moins bien classées d'un autre groupe. « Nous partons en guerriers, nous partons représenter tout un pays, un pays meurtri mais qui a vraiment besoin d'un sursaut d'honneur pour davantage rendre joyeux le peuple malien », a déclaré Harouna B. Maiga, Président de la fédération de basket-ball. ■

Aigles Cheick Traoré change d'air

Dijon s'est renforcé, ce lundi, en défense. Relégué en Ligue 2, le club bourguignon s'est attaché les services de Cheick Traoré. Le latéral droit malien de 26 ans, qui évoluait à Lens, s'est engagé pour trois saisons, plus une en option en cas d'accession à la Ligue 1. Sa saison dernière a été perturbée par une rupture du tendon d'Achille (2 apparitions en L1 cette saison). Aujourd'hui totalement rétabli, il espère répondre aux attentes et relever ce nouveau challenge. « Je tiens tout d'abord à remercier le DFCO pour la confiance accordée. Je sors d'une grosse blessure et je n'ai pas spécialement joué cette saison. Un club comme le DFCO, qui vient de descendre et qui connaît bien l'élite, c'est un beau challenge à relever. Le DFCO est un club familial, avec des valeurs », a déclaré le joueur, avant d'ajouter se sentir fin prêt. ■

B.S.H



CARTONS DE LA SEMAINE

Arrivé à Manchester City à l'été 2013, **Fernandinho** va poursuivre l'aventure avec les Citizens. En fin de contrat, le milieu de terrain brésilien a prolongé pour une 9ème saison, jusqu'en juin 2022. Le Brésilien de 36 ans ambitionne d'enfin remporter la Ligue des champions, après avoir échoué en finale contre Chelsea la saison dernière.

Finaliste à Roland-Garros, **Stefanos Tsitsipas** est tombé au 1er tour à Wimbledon, battu par Frances Tiafoe (6-4, 6-4, 6-3). Sans repères sur gazon, le Grec, 4ème mondial, a perdu d'entrée pour la 3ème fois en 4 participations au défi londonien. Il n'a pu dépasser ce tour qu'une seule fois, en atteignant les 8èmes de finale en 2018.

MYLMO : DE LA PAROLE À LA PLUME

Sept ans après ses deux premiers albums solo, le rappeur Mylmo N. Sahel annonce un double événement pour le 10 juillet 2021 : les sorties officielles de son troisième album et de son premier livre, un recueil de poèmes. À cette occasion, Journal du Mali l'a rencontré.

ALY ASMANE ASCOFARÉ



L'artiste parolier va sortir un double projet qui lui tenait à cœur.

Dans sa maison au fin fond du quartier de Sokorodji, c'est un homme modeste qui nous accueille. Les yeux un peu rouges, chemise ouverte, pieds nus, Mylmo a l'air pâle. Père de famille, homme d'affaires, rappeur, auteur de livres... trop de responsabilités ? « Le jonglage entre la famille, le studio et la maison d'édition n'est pas facile, certes,

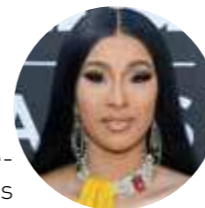
mais cela n'affecte en rien mon engagement et ma détermination dans mes projets. Quand on aime son travail, on arrive à gérer tout à la fois », assure le trentenaire. Son amour pour l'écriture, il l'a forgé depuis le lycée. En 2006, alors que Mahamadou Soumbounou à l'état-civil, n'avait que 19 ans, il écrivait déjà des poèmes pour le plaisir. « Au lycée, je faisais la série Lettres,

ce qui m'a permis d'avoir une base en littérature. La musique étant indissociable de l'écriture, ne serait-ce que pour écrire ses textes, je n'ai jamais cessé d'écrire. La publication de ce livre est donc un rêve qui se réalise. J'y aborde des sujets sur ma vie et sur la société », explique-t-il.

Trois fois meilleur parolier des Mali Hip Hop Awards, deux fois meilleur rappeur de l'année, auteur de deux albums et de nombreux singles, l'originaire de Niolo du Sahel annonce, outre son livre « Les Mélodies malades », la sortie d'un nouvel album « Éternelle Safa ». Son troisième dans les bacs sept ans après ses disques « Wilibali » (2011) et « Le retour de Bandjougou » (2014). Une compilation de 17 titres qui change des anciennes, à l'en croire. « Dans mes deux précédents albums, je prodiguais des conseils aux Maliens et dénonçais les tares de la société et des politiques. À présent, je sais que le Malien comprend bien plus que je ne le pensais. C'est la volonté et la motivation d'agir pour le bien-être du pays qui lui manque. C'est pourquoi j'ai décidé d'axer les chansons de ce nouveau disque pour pallier cela. Vu que les politiciens et même les religieux ont échoué, il est de mon devoir d'artiste engagé d'essayer d'unir les Maliens autour d'un idéal, pour aboutir vraiment à « Un Peuple, un But, une Foi », dit-il, l'air déterminé, comme chargé d'une mission. ■

INFO PEOPLE

CARDI B ATTEND SON DEUXIÈME ENFANT



Belcalis Marlenis Almánzar, plus connue sous le surnom de Cardi B, est de nouveau enceinte. L'annonce a été faite le 27 juin par la chanteuse de 28 ans sur la scène des BET Awards, à Los Angeles. Cette officialisation de sa deuxième grossesse, elle l'a faite aux côtés de son compagnon, le rappeur Offset. Un moment qui a aussi été ponctué d'une performance scénique. Plus tard, Cardi B a partagé une première photo de son ventre sur Instagram. Un cliché sur lequel elle est nue, de profil et recouverte de peinture blanche. « Numéro 2 », a-t-elle simplement légendé, en taguant Offset. Cardi B et le rappeur sont déjà les parents d'une petite fille aujourd'hui âgée de 2 ans.

INFO PEOPLE

PATRICK POIVRE D'ARVOR NE SERA PAS POURSUIVI POUR VIOL



Patrick Poivre d'Arvor était visé par plusieurs plaintes pour viols et agressions sexuelles. En effet, parmi les collaboratrices ou journalistes que l'homme de 73 ans a côtoyées au cours de sa carrière, quatre avaient déposé plainte pour viols et quatre autres pour agressions sexuelles. Mais le présentateur de télé n'aura pas à se défendre devant la justice. La Procureure de la République de Nanterre a mis fin à l'enquête et n'entamera pas de poursuites. Elle a tout d'abord estimé que la plainte de Florence Porcel faisait état d'une infraction insuffisamment caractérisée. Concernant les sept autres plaintes, la femme de loi a invoqué la prescription des faits présumés. Et le parquet a estimé qu'il n'était pas nécessaire de poursuivre les investigations.

www.journaldumali.com
Journal du Mali
L'hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Boubacar Sidiki HAÏDARA

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Idélette BISSUU - Boubacar DIALLO
Boubacar Sidiki HAÏDARA - Mohamed KENOVI - Fatoumata MAGUIRAGA

Stagiaires : Aly A. ASCOFARÉ - Yéhia BORE

Photographie : Emmanuel B. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près M'ÉVA Palace - Bamako
Tél : + 223 44 90 26 40
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com

NOUVELLES DESTINATIONS !

Avec SKY MALI, posez vos valises au Bénin, au Gabon et au Sénégal.



 COTONOU

 LIBREVILLE

 DAKAR

Bamako - Cotonou - Libreville
à partir du 05 juillet

Bamako - Kayes - Dakar
à partir du 14 juillet

Reservez vos billets plusieurs jours avant votre départ pour bénéficier des meilleurs tarifs.

Réservez vos billets à : Bamako : Avenue Cheikh ZAYED
Kayes : Agences partenaires • ou sur notre site web : www.flyskymali.com